



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Vérification de l'eau	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6837-174618/A	Date 2017-01-13
Client Reference No. - N° de référence du client W6837-174618	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-201-7254	
File No. - N° de dossier TOR-6-39134 (201)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-02-27	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ramnarine, Vashti	Buyer Id - Id de l'acheteur tor201
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2419 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE Real Properties Operations Detachment Borden 16 Ramillies Road - Bldg. P-154 Borden Ontario L0M1C0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 1.2. ÉNONCÉ DES TRAVAUX
- 1.3. COMPTE RENDU
- 1.4. Accords commerciaux

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1. INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 2.2. PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS
- 2.3. ANCIEN FONCTIONNAIRE
- 2.4. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS EN PÉRIODE DE SOUMISSION
- 2.5. LOIS APPLICABLES
- 2.6. Visite facultative des lieux

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1. INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1. PROCÉDURES D'ÉVALUATION
- 4.2. MÉTHODE DE SÉLECTION

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

- 5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION
- 5.2. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 6.1. EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ
- 6.2. ÉNONCÉ DES TRAVAUX
- 6.3. CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES
- 6.4. DURÉE DU CONTRAT
- 6.5. RESPONSABLES
- 6.6. DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES
- 6.7. PAIEMENT
- 6.8. INSTRUCTIONS RELATIVE À LA FACTURATION
- 6.9. ATTESTATIONS
- 6.10. LOIS APPLICABLES
- 6.11. ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS
- 6.12. EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

LISTE DES ANNEXES

- A Énoncé des travaux
- B BASE DE PAIEMENT
- C Exigences en matière d'assurance
- D. ÉVALUATION DU PRIX

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Énoncé des travaux

Les travaux à exécuter sont décrits en détail à l'article 2 des clauses du contrat éventuel.

1.2. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3. Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire (S'il y a lieu)

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les

renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la

Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Visite facultative des lieux

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux d'exécution des travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux d'exécution des travaux, qui aura lieu le 19 janvier 2017, à 10 h, dans la salle de conférences des marchés, pièce 234, située au 16, chemin Ramillies (P-154), BFC Borden, à Borden (Ontario). Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante un (1) jour(s) avant la visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier)

Section II : Soumission financière (1 copies papier)

Section III : Attestations (1 copies papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de

Solicitation No. - N° de l'invitation Solicitation No. - N° de l'invitation
l'acheteur

W6837-174618

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W6837-174618

File No. - N° du dossier

TOR-6-39134

Amd. No. - N° de la modif. Buyer ID - Id de

TOR201

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TOR-6-39134

paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe E Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Exchange Rate Fluctuation

C3011T (2013-11-06) Exchange Rate Fluctuation

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Le laboratoire doit être inscrit au Conseil canadien des normes et/ou à la Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA). Les soumissionnaires doivent fournir leur numéro d'accréditation avec leur soumission au plus tard à la date de clôture de la demande de propositions.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent remplir l'annexe B, Base de paiement, et l'annexe D, Évaluation du prix, en dollars canadiens, et les présenter. Le prix doit être fourni pour le besoin ferme et les besoins sur demande pour la période du contrat et la période proposée.

4.1.2.2 Clauses du guide des CCUA C3011T (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

4.1.2.3 Évaluation du prix

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Le prix utilisé dans l'évaluation sera le total global pour le besoin ferme et le besoin de l'AT (sur demande) pour la période de contrat et la période proposée. Se reporter à l'annexe D, Évaluation du prix.

4.2. Méthode de sélection - critères techniques obligatoires

- 4.2.1** Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande

ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Conformément à la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&_ga=1.152490553.1032032304.1454004848).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir l'ensemble de la main-d'oeuvre et du matériel en vue d'effectuer l'analyse hebdomadaire, trimestrielle, semestrielle et annuelle de l'eau potable et non potable et de l'eau de la piscine et de la cuve thermique conformément à la portée des travaux énoncée à l'annexe A, pour le ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes (BFC) Borden, à Borden, en Ontario.

6.3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010C (2016-04-04), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4. Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat s'étend de la date d'attribution au 31 janvier 2018 inclusivement.

6.4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 4 période supplémentaire(s) de 1 année chacune, selon les mêmes conditions.

L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 14 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

6.5. Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Vashti Ramnarine
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Région de l'Ontario - Approvisionnements
33, promenade City Centre, pièce 480
Mississauga (Ontario) L5B 2N5
Téléphone : 905-615-2419
Télécopieur : 905-615-2060
Courriel : vashti.ramnarine@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le

contrat est : Nom :

Titre : _____

_____ Organisation

ation : _____ Adresse : _____ Téléphone : Télécopieur : _____ Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____ Adresse : _____ Téléphone : _____

Télécopieur : _____ Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7. Paiement

6.7.1 Base de paiement - prix de lot(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé *un (des) prix de lot ferme(s) précisé(s) dans l'annexe « B »*, selon un montant total de _____ \$ (Insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limitation des dépenses

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de __\$. Les droits de douane _____ (insérer « sont inclus », « sont exclus » ou « font l'objet d'une exemption ») et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.7.3 Paiement mensuel

Clause du guide des CCUA H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel

6.7.4 T1204 - demande directe du ministère client

Clause du guide des CCUA A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

6.8. Instructions relatives à la facturation

6.7.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

6.7.2 Les factures doivent être distribuées comme suit:

- a.. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé Responsables " du contrat.

6.9. Attestations

- 6.9.1 Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre

les parties seront déterminées par ces lois.

6.11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales 2010C (2016-04-04) Conditions générales - services (complexité moyenne);
- c) Annexe
 - A; ÉNONCÉ DES TRAVAUX
 - B, Base de paiement;
 - C, Exigences en matière d'assurance
 - D, ÉVALUATION DU PRIX
- d) la soumission de l'entrepreneur en date du ____, clarifiée le ____.

6.12. Clauses du guide des CCUA

G1005C (2008-05-12) Assurances

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

6.13. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C.

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat.

Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

Annexe A

Énoncé des travaux

Vérification de l'eau

La Base des Forces canadiennes (BFC) Borden, relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), à Borden, Ontario, a besoin qu'un entrepreneur fournisse toute la main-d'œuvre et tous les matériaux nécessaires à l'analyse des eaux potable et non potable à la BFC Borden.

L'entrepreneur doit analyser et communiquer les résultats pour les eaux potables et non potables, de l'eau de la piscine récréative et de l'eau du bain thermal à la BFC Borden, à Borden en Ontario.

L'eau doit être analysée conformément aux exigences du ministère de la Santé de l'Ontario. En plus des 27 échantillons hebdomadaires, comme l'exigent les Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada (RQEPC) et la Norme de qualité de l'eau potable de l'Ontario (NQEPO), d'autres échantillons seront envoyés tous les trois mois pour l'analyse des nitrites et des nitrates, des chlorites et des chlorates, des trihalométhanes (THM) et des acides haloacétiques (AHA), et tous les six mois pour l'analyse des composés organiques et inorganiques. Des essais annuels seront effectués pour le plomb, les radionucléides et les PFC.

Le laboratoire doit être inscrit au Conseil canadien des normes et fournir son numéro d'accréditation ou son accréditation CALA.

La période du contrat est du 1^{er} février 2017 au 31 janvier 2018 avec une option pour prolonger le contrat de 4 périodes supplémentaires d'un an.

Échantillons hebdomadaires

Chaque semaine, 19 échantillons provenant de divers sites et 6 échantillons provenant des piscines (y compris le bain thermal) doivent être analysés.

Les sites échantillonnés sont les suivants

Mess (3) Écoles (3) Non traités (2) Blackdown (2)
148, Bât. E-178 été

Bât. S-164, Bât. T-169 et Bât. T 147 Bât.P-

123 Puits d'eau souterraine, site d'enfouissement

N° du bâtiment. BP-82 et Bât. BP-85 Les sites uniques échantillonnés sont les suivants : Hôpital (Bât. O-166), Dépôt de munitions des Forces canadiennes (DMFC), École des pompiers des Forces canadiennes (É Pomp FC).

Six autres échantillons seront prélevés à des endroits choisis au hasard par l'échantillonneur. Les échantillons d'eau potable et d'eau non potable doivent faire l'objet d'analyses pour les paramètres suivants :

Coliformes totaux, E. coli et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).

Les piscines et la cuve thermique doivent faire l'objet d'analyses pour les paramètres suivants coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).

Échantillons aux trois mois

Un total de 8 échantillons (2 sites analysés 4 fois par année) à analyser aux trois mois pour les paramètres suivants

Les nitrites et nitrates, les chlorites et chlorates et les acides haloacétiques doivent être analysés aux trois mois, à savoir en janvier, avril, juillet et octobre. Sites d'échantillonnage (2) : robinet du réservoir d'eau et puits.

Les trihalométhanes doivent être analysés tous les trois mois, à savoir en mars, juin, septembre et décembre. Sites d'échantillonnage (5) : Bât. A-262, Réservoir N, BP-82, DMFC et robinet du réservoir d'eau.

Échantillons aux six mois

Il y aura un total de 2 sites testés deux fois par année en fonction des normes de Santé Canada et de la province.

Les composés organiques et inorganiques doivent être analysés en mai et novembre. Sites d'échantillonnage (2) : robinet du réservoir d'eau et puits.

Échantillons annuels – Requis pour le plomb à 5 emplacements; les radionucléides à un site et les PFC à 12 emplacements.

Tous les échantillons seront prélevés par le personnel de la base du MDN.

L'entrepreneur doit fournir les contenants, glacières et blocs réfrigérants nécessaires à la livraison. Les contenants des échantillons hebdomadaires doivent avoir un volume de 300 ml.

Tous les ramassages hebdomadaires seront le lundi entre 14 h et 15 h 30. Des arrangements de remplacement seront pris pour les jours fériés légaux à mesure qu'ils se produisent.

Les résultats doivent être reçus au plus tard à 15 h 30, 54 heures après la réception des échantillons.

Dans le cas d'un mauvais résultat, une réponse immédiate par téléphone et télécopieur est exigée.

Une cueillette le jour même sera exigée dans le cas d'un rééchantillonnage pour des raisons de mauvais résultat.

Les résultats de l'échantillonnage doivent être envoyés à l'adresse suivante

Service de médecine préventive 30, chemin

Ortona, (Bât. O-166)

BFC Borden, Borden, Ontario LOM 1CO

Adj Derek Spurr

Téléc. : 705-423-2088

Superviseur de traitement

64, chemin Cambrai,

BFC Borden, Borden (Ontario)

Solicitation No. - N° de l'invitation Solicitation No. - N° de l'invitation
W6837-174618

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W06837-174618

File No. - N° du dossier
TOR-6-39033

Amd. No. - N° de la modif. Buyer ID - Id de l'acheteur
TOR201
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
TOR-6-39033

Personne-ressource : Shawn White
Courriel : shawn.white@forces.gc.ca
Travail : 705-424-1200 et 1366

Cellulaire : 705-321-8328
Domicile : 519-538-1456
Téléc. : 705-423-2498

En cas d'urgence ou de toute circonstance ou résultat d'analyse compromettant la santé publique, le personnel de la base doit être avisé immédiatement de la manière suivante

Superviseur du traitement
Tel qu'indiqué ci-dessus

Bureau de médecine préventive Adj
Derek Spurr
derek.spurr@forces.gc.ca
Travail : 705-424-1200 ou 7679 ou 3695
Téléc. : 705-423-2088

Agent des services municipaux :
Conrad Passant
conrad.passant@forces.gc.ca Travail :
705-424-1200 x 285

Annexe B**Base de paiement**

Les prix fermes ci-dessous sont tout compris en dollars canadiens incluant les droits de douane canadiens et la taxe d'accise, destination FAB. Le montant total de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH) doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

PÉRIODE FERME**1re année - Du 1er février 2017 au 31 janvier 2018**

Les frais des services rendus seront conformes à la portée des travaux présentée à l'annexe A et seront calculés de la manière suivante

- | | | |
|-----|---|-------------------------------------|
| 1. | Eau potable et eau non potable | |
| | - | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| | - | |
| 2. | Piscine et cuve thermique | |
| | Coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).. | |
| | - | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| | - | |
| 3. | Nitrites/nitrates - chlorure/chlorate | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 4. | Acides haloacétiques | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 5. | THM | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 6. | Substances organiques/inorganiques | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 7. | Plomb | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 8. | Radionucléides | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 9. | PFC | Prix ferme par semaine _____ \$ |
| 10. | Cueillette et livraison hebdomadaires | Prix ferme par semaine _____ \$ |

Pour tous les prélèvements d'échantillons faits en urgence, les frais de déplacement seront inclus.

Total pour l'an 1 \$ _____

Périodes d'option

Les prix fermes ci-dessous sont tout compris en dollars canadiens incluant les droits de douane canadiens et la taxe d'accise, destination FAB. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément.

Les frais des services rendus seront conformes à la portée des travaux présentée à l'annexe A et seront calculés de la manière suivante

Année 2 - Période d'option 1 : Du 1er février 2018 au 31 janvier 2019

Les frais des services rendus seront conformes à la portée des travaux présentée à l'annexe A et seront calculés de la manière suivante

- | | | |
|-----|--|-------------------------------------|
| 1. | Eau potable et eau non potable | |
| | - Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes | |
| | - | |
| | - | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| | - | |
| 2. | Piscine récréative et bain thermal | |
| | Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH). | |
| | - | |
| | - | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| | - | |
| 3. | Nitrites/nitrates - Chlorure/chlorate | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 4. | Acides haloacétiques | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 5. | THM | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 6. | Substances organiques/inorganiques | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 7. | Plomb | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 8. | Radionucléides | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| 9. | PFC | Prix ferme par semaine _____ \$ |
| 10. | Cueillette et livraison hebdomadaires | Prix ferme par semaine _____ \$ |

Pour tous les prélèvements d'échantillons faits en urgence, les frais de déplacement seront inclus.

Total pour l'an 2 _____ \$

Année 3 - Période d'option 2 : Du 1er février 2019 au 31 janvier 2020

Les frais des services rendus seront conformes à la portée des travaux présentée à l'annexe A et seront calculés de la manière suivante

- | | | |
|----|--|-------------------------------------|
| 1. | Eau potable et eau non potable | |
| | - Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes | |
| | - | |
| | - | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| | - | |
| 2. | Piscine récréative et bain thermal | |
| | - Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH). | |
| | - | |
| | - | Prix ferme par échantillon _____ \$ |
| | - | |
| 3. | Nitrites/nitrates; chlorites/chlorate | Prix ferme par échantillon _____ \$ |

4.	Acides haloacétiques	Prix ferme par échantillon _____ \$
5.	THM	Prix ferme par échantillon _____ \$
6.	Substances organiques/inorganiques	Prix ferme par échantillon _____ \$
7.	Plomb	Prix ferme par échantillon _____ \$
8.	Radionucléides	Prix ferme par échantillon _____ \$
9.	PFC	Prix ferme par semaine _____ \$
10.	Cueillette et livraison hebdomadaires	Prix ferme par semaine _____ \$

Pour tous les échantillons collectés en urgence, tous les frais de déplacement seront inclus.

Total pour l'an 3 _____ \$

Année 4 - Période d'option 3 : Du 1er février 2020 au 31 janvier 2021

Les frais des services rendus seront conformes à la portée des travaux présentée à l'annexe A et seront calculés de la manière suivante

1.	Eau potable et eau non potable	
	- Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	
	-	Prix ferme par échantillon _____ \$
2.	Piscine récréative et bain thermal	
	- Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).	
	-	Prix ferme par échantillon _____ \$
	-	
3.	Nitrites/nitrates; chlorites/chlorate	Prix ferme par échantillon _____ \$
4.	Acides haloacétiques	Prix ferme par échantillon _____ \$
5.	THM	Prix ferme par échantillon _____ \$
6.	Substances organiques/inorganiques	Prix ferme par échantillon _____ \$
7.	Plomb	Prix ferme par échantillon _____ \$
8.	Radionucléides	Prix ferme par échantillon _____ \$
9.	PFC	Prix ferme par semaine _____ \$
10.	Cueillette et livraison hebdomadaires	Prix ferme par semaine _____ \$

Pour tous les échantillons collectés en urgence, tous les frais de déplacement seront inclus.

Total pour l'an 4 _____ \$

ANNEXE « C »**EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE****1. Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
 2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
 - r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
- Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en co défense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette co défense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :
Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

ANNEXE « D » CALCUL DU PRIX AUX FINS D'ÉVALUATION

Les tarifs proposés à l'annexe B, Base de paiement, seront utilisés dans la présente aux fins de l'évaluation financière. En cas d'écart dans l'établissement des tarifs, ceux de l'annexe B, Base de paiement, prévaudront.

L'utilisation estimative pour le contrat proposé est faite de bonne foi et ne constitue aucunement une entente liant la Couronne pour la quantité estimative.

PÉRIODE FERME

Année 1 - du 1^{er} février 2017 au 31 janvier 2018

Article	Description	Tarif ferme	Utilisation estimative	Total calculé
1	Eau potable et eau non potable Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	_____ \$ par échantillon	1,040	\$
2	Piscine récréative et bain thermal Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).	_____ \$ par échantillon		\$
3	Nitrites/nitrates; chlorites/chlorate	_____ \$ par échantillon		\$
4	Acides haloacétiques	_____ \$ par échantillon		\$
5	THM	_____ \$ par échantillon		\$
6	Substances organiques/inorganiques	_____ \$ par échantillon		\$
7	Plomb	_____ \$ par échantillon		\$
8	Radionucléides	_____ \$ par échantillon		\$
9	PFC	_____ \$ par échantillon		\$
10	Cueillette et livraison hebdomadaires Pour tous les échantillons collectés en urgence, tous les frais de déplacement seront inclus	_____ \$ par échantillon		\$
	TOTAL - ANNÉE 1 (somme des totaux calculés)			\$

Périodes d'option

Les prix fermes ci-dessous sont tout compris en dollars canadiens incluant les droits de douane canadiens et la taxe d'accise, destination FAB. Le montant total de la taxe sur les produits et les services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), s'il y a lieu, doit être indiqué séparément. Les frais des services rendus seront conformes à la portée des travaux présentée à l'annexe A et seront calculés de la manière suivante

Année 2 - Période d'option 1 : Du 1er février 2018 au 31 janvier 2019

Article	Description	Tarif ferme	Utilisation estimative	Total calculé
1	Eau potable et eau non potable Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	_____ \$ par échantillon	1,040	\$
2	Piscine récréative et bain thermal Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).	_____ \$ par échantillon		\$
3	Nitrites/nitrates; chlorites/chlorate	_____ \$ par échantillon		\$
4	Acides haloacétiques	_____ \$ par échantillon		\$
5	THM	_____ \$ par échantillon		\$
6	Substances organiques/inorganiques	_____ \$ par échantillon		\$
7	Plomb	_____ \$ par échantillon		\$
8	Radionucléides	_____ \$ par échantillon		\$
9	PFC	_____ \$ par échantillon		\$
10	Cueillette et livraison hebdomadaires Pour tous les échantillons collectés en urgence, tous les frais de déplacement seront inclus	_____ \$ par échantillon		\$
	TOTAL - ANNÉE 2 (somme des totaux calculés)			\$

Année 3 - Période d'option 2 : Du 1er février 2019 au 31 janvier 2020

Article	Description	Tarif ferme	Utilisation estimative	Total calculé
1	Eau potable et eau non potable Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	_____ \$ par échantillon	1,040	\$
2	Piscine récréative et bain thermal Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).	_____ \$ par échantillon		\$
3	Nitrites/nitrates; chlorites/chlorate	_____ \$ par échantillon		\$
4	Acides haloacétiques	_____ \$ par échantillon		\$
5	THM	_____ \$ par échantillon		\$

6	Substances organiques/inorganiques	_____ \$ par échantillon		\$
7	Plomb	_____ \$ par échantillon		\$
8	Radionucléides	_____ \$ par échantillon		\$
9	PFC	_____ \$ par échantillon		\$
10	Cueillette et livraison hebdomadaires Pour tous les échantillons collectés en urgence, tous les frais de déplacement seront inclus	_____ \$ par échantillon		\$
	TOTAL - ANNÉE 3 (somme des totaux calculés)			\$

Année 4 - Période d'option 3 : Du 1er février 2020 au 31 janvier 2021

Article	Description	Tarif ferme	Utilisation estimative	Total calculé
1	Eau potable et eau non potable Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	_____ \$ par échantillon	1,040	\$
2	Piscine récréative et bain thermal Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).	_____ \$ par échantillon		\$
3	Nitrites/nitrates; chlorites/chlorate	_____ \$ par échantillon		\$
4	Acides haloacétiques	_____ \$ par échantillon		\$
5	THM	_____ \$ par échantillon		\$
6	Substances organiques/inorganiques	_____ \$ par échantillon		\$
7	Plomb	_____ \$ par échantillon		\$
8	Radionucléides	_____ \$ par échantillon		\$
9	PFC	_____ \$ par échantillon		\$
10	Cueillette et livraison hebdomadaires Pour tous les échantillons collectés en urgence, tous les frais de déplacement seront inclus	_____ \$ par échantillon		\$
	TOTAL - ANNÉE 4 (somme des totaux calculés)			\$

Année 5 - Période d'option 4 : Du 1er février 2021 au 31 janvier 2022

Article	Description	Tarif ferme	Utilisation estimative	Total calculé
1	Eau potable et eau non potable Test pour nombre total de coliformes et présence de colibacilles, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes	_____ \$ par échantillon	1,040	\$
2	Piscine récréative et bain thermal Test pour coliformes totaux, E. coli, Ps. aeruginosa, S. aureus, staphylocoques présumés, et numération sur plaque des bactéries hétérotrophes (NPBH).	_____ \$ par échantillon		\$
3	Nitrites/nitrates; chlorites/chlorate	_____ \$ par échantillon		\$
4	Acides haloacétiques	_____ \$ par échantillon		\$
5	THM	_____ \$ par échantillon		\$
6	Substances organiques/inorganiques	_____ \$ par échantillon		\$
7	Plomb	_____ \$ par échantillon		\$
8	Radionucléides	_____ \$ par échantillon		\$
9	PFC	_____ \$ par échantillon		\$
10	Cueillette et livraison hebdomadaires Pour tous les échantillons collectés en urgence, tous les frais de déplacement seront inclus	_____ \$ par échantillon		\$
	TOTAL - ANNÉE 5 (somme des totaux calculés)			\$

Solicitation No. - N° de l'invitation Solicitation No. - N° de l'invitation

W6837-174618

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W06837-174618

File No. - N° du dossier

TOR-6-39033

Amd. No. - N° de la modif. Buyer ID - Id de l'acheteur

TOR201

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TOR-6-39033

ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)